

Elections législatives 2017

candidat du Parti Breton

IIIème circonscription du Finistère

Programme électoral



Pierre
Toullec

Député
Brest
Abers
Iroise

Supprimons le pouvoir des élus pour
rétablir la LIBERTE et renouer avec la PROSPERITE

PToullec.com

Table des matières

Mes engagements	3
Impôts et taxes	3
Dépenses publiques.....	3
Réforme fiscale.....	3
Economie et société.....	4
Fiscalité.....	4
Emploi et pouvoir d'achat	5
Politique monétaire.....	6
Austérité	8
Entrepreneuriat.....	9
Capitalisme de connivence	10
Bretagne Souveraine et réunifiée.....	11
Sécurité.....	12
Sécurité et espionnage.....	12
Criminalité.....	13
Terrorisme	14
International.....	15
Commerce international	15
Armées et interventions militaires.....	16
Aides internationales	16

Mes engagements

En tant que potentiel député de Brest-Abers-Iroise, je prends trois engagements forts auprès des électeurs. Ils détermineront ma ligne de conduite tout au long de mon mandat si les Léonards me font confiance. Vous pourrez juger de mon comportement en tant qu'élu vous représentant sur cette base ainsi que sur l'ensemble de mon programme.

Impôts et taxes

Je voterai « non » à toute proposition de loi qui propose une augmentation nette des impôts ou des taxes.

Dépenses publiques

Je voterai « non » à toute proposition de loi qui propose une augmentation nette des dépenses publiques.

Réforme fiscale

Au cours de mon mandat, je proposerai une modification complète du système fiscal actuel, en le remplaçant par un modèle beaucoup plus simple, compréhensible et facile à utiliser (Cf. programme économique).

Economie et société

Fiscalité

Suppression du code des impôts

Suppression de l'impôt sur le revenu et des niches fiscales

L'Europe et la France en particulier pratiquent une politique fiscale particulièrement confiscatoire depuis des dizaines d'années. La Bretagne et les travailleurs bretons croulent sous ce poids insupportable pour la classe moyenne et les plus démunis. Pour cette raison, la politique fiscale est le cœur de mon programme et sera au centre de mon action de député si vous me faites confiance en juin 2017.

En tant que futur député de Brest, je prends trois engagements forts devant les électeurs :

- 1) Je voterai contre toute proposition de loi et tout amendement qui proposera une augmentation nette du taux d'imposition ou de taxation sur l'ensemble de la population et des entreprises.
- 2) Je voterai contre toute proposition de loi et tout amendement qui proposera une augmentation nette des dépenses publiques.
- 3) En tant que député de Brest, je porterai au cours de mon mandat une proposition de loi pour supprimer purement et simplement le code des impôts tel qu'il existe aujourd'hui.

Je proposerai son remplacement par une unique taxe sur les ventes avec un taux unique de 10%, faisant passer le montant global des prélèvements obligatoires français de 46% du PIB aujourd'hui à un taux légèrement supérieur à 10% du PIB.

Il sera complété par un impôt volontaire auquel chaque citoyen pourra décider de participer ou non lorsqu'il considère que l'Etat devrait intervenir sur tel ou tel sujet économique ou social.

Emploi et pouvoir d'achat

Rétablissement le salaire complet

Offre et demande – Consommation et emploi, les politiciens de gauche comme de droite se battent depuis la fin de la seconde guerre mondiale pour appliquer la même politique en changeant simplement le nom. Certains affirment qu'il faut appliquer une politique qui favorise l'offre d'autres préfèrent favoriser la demande.

Vocabulaire imbuvable pour le non-initié à la théorie économique, il en devient absurde pour celui qui comprend réellement la portée de ces concepts. Offre et demande travaillent de concert. Souhaiter favoriser l'un en pénalisant l'autre condamne l'ensemble de la société. Cette vision Marxiste d'une opposition entre des « classes sociales » n'a aucunement aidé les Bretons à renouer avec le plein emploi.

Le marché de l'emploi ne fonctionne pas en vase clos. Davantage de consommation et de pouvoir d'achat signifie un besoin d'investissement croissant ainsi qu'une augmentation du capital productif et du nombre de salariés.

L'augmentation artificielle du coût du travail par Paris à coups de lois n'a fait qu'amenuiser le lien entre offre et demande. Sur le marché du travail, l'augmentation artificielle du coût du travail par les charges sociales crée un déséquilibre fondamental entre le travailleur et l'employeur. Le patron a la sensation de devoir payer très cher pour chaque salarié, même au SMIC, pendant que l'employé a la sensation de toucher un revenu extrêmement faible pour le travail qu'il accomplit. Ce phénomène crée des tensions dans les entreprises, favorise la montée du chômage et impacte la consommation des ménages.

Pour lutter contre le chômage de masse et la baisse du pouvoir d'achat, il faut rendre aux salariés leur salaire complet (www.salairecomplet.com).

Politique monétaire

L'inflation est un vol

Supprimons la Banque de France et la BCE

Les élus mentent volontairement sur l'inflation, laissant croire que ce phénomène est lié à la volonté des entreprises d'augmenter leurs profits, entraînant irrémédiablement une augmentation des prix.

Ils appliquent le B-A-BA de la manipulation : inversion de la cause et de la conséquence.

L'inflation n'équivaut pas à l'augmentation des prix. L'inflation représente l'augmentation de la masse monétaire en circulation, ce qui – comme sur tout marché lorsqu'il y a augmentation de l'offre et stagnation de la demande – conduit à la diminution de sa valeur. La monnaie ayant moins de valeur, les prix augmentent.

L'inflation monétaire, contrôlée directement par la BCE et la Banque de France, permet de faire tourner la planche à billets et de manipuler la valeur de l'Euro avec des taux directeurs qui vont être modifiés en fonction des souhaits des élus. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une redistribution inversée : les prix augmentent pour les plus pauvres pendant que les plus riches – et précisément les institutions financières – sont soutenues et enrichies par ces taux plus faibles.

L'argent que vous avez en poche perd de sa valeur chaque jour.

Le problème n'est pas l'Euro. Le problème est la présence de la Banque de France et de la BCE.

Un Euro non-contrôlé par Paris et l'Union Européenne en sortira renforcé, et pour protéger les citoyens, la liberté monétaire (comme de payer avec un système de troc ou une autre monnaie telles que le BitCoin, l'or, l'argent, le Yen ou encore en Heol (<http://www.heol.infini.fr/>)) permettra grâce à la concurrence de rétablir une stabilité monétaire en Europe.

L'obligation d'utiliser un compte bancaire par le biais du très mal nommé « droit au compte » doit être supprimé. Les personnes qui ne souhaitent pas utiliser de compte bancaire doivent être libres de faire sans.

Immigration

Immigration libre - Zéro allocation

La question de l'immigration est au cœur de tous les populismes, à droite comme à gauche. Les premiers s'y opposent par principe, ce qui représente une aberration totale sur le plan économique, tandis que les seconds la favorisent sans se préoccuper des conditions d'entrée sur le territoire.

En tant que député de Brest, je serai en faveur d'une immigration libre sans ouverture de droits sociaux. En conséquence, mes votes au sein de l'Assemblée Nationale suivront les principes suivants :

- 1) Une immigration libre doit être permise. Il n'est pas possible de faire confiance aux services de l'Etat pour décider qui peut entrer sur le territoire ou non.
- 2) Aucune allocation sociale ou de chômage ni aide sociale ne pourra être versée à un individu n'ayant pas la citoyenneté.
- 3) La citoyenneté ne doit pouvoir s'acquérir qu'une fois les conditions suivantes réunies :
 - L'immigrant a résidé pendant cinq années sur le territoire sur une période de dix ans ou moins.
 - L'immigrant a travaillé à temps plein sur le territoire pendant soixante mois (cinq années pleines), les périodes de chômage ne comptant pas pour obtenir la citoyenneté.

L'immigrant doit parler l'une des langues du territoire sur lequel il réside au strict minimum à un niveau C1 (niveau quasiment bilingue), à savoir en Bretagne soit le breton, soit le gallo, soit le français.

Austérité

L'austérité n'a qu'un objectif : protéger les puissants

L'austérité est un non-sens économique.

Diminuer la redistribution tout en augmentant les impôts est l'assurance de la diminution de capacité des ménages à consommer et des entreprises à investir.

L'austérité n'est qu'un moyen pour l'Etat et les élus de sauvegarder et d'accroître leurs moyens financiers, le but recherché n'étant jamais la prospérité des individus.

Il faut appliquer la politique inverse : une diminution massive et rapide des impôts pour libérer la capacité d'investissement et de consommation, accompagné de la fin progressive de la redistribution qui permettra aux travailleurs de pouvoir vivre décemment de leur labeur.

Entrepreneuriat

Liberté contractuelle et suppression de la chape fiscale

Les tâches administratives et la taxation avant même les premiers revenus rendent particulièrement difficile la création d'entreprise. Les plus gros risques encourus sont ceux liés à des raisons légales et non à l'investissement. C'est intolérable.

Créer une entreprise devra être aussi simple que la création d'une association. Les statuts ne doivent pas être couverts par le droit. En rétablissant la liberté contractuelle, chaque participant pourra déterminer son rôle et ses exigences.

En parallèle, la suppression du code des impôts et son remplacement par une taxe unique sur les ventes à 10% (Cf. Fiscalité) fera disparaître le poids fiscal qui pèse lourdement sur les petites entreprises.

capitalisme de connivence

La collusion entre l'Etat et les entreprises favorise le pouvoir des lobbies. Le libre choix des consommateurs n'est plus pris en compte.

Je proposerai l'interdiction de toute subvention à une entreprise et toute loi favorisant une méthode de production plutôt qu'une autre. Ceci rétablira la liberté de choix des consommateurs. Les entreprises que les citoyens veulent boycotter à cause de leur comportement seront obligées de s'adapter aux souhaits des individus plutôt que d'être sauvées par les élus.

Bretagne souveraine et réunifiée

En tant que Breton, le cœur de mon combat est le retour de la souveraineté de la Bretagne.

En tant que député de Brest, je voterai pour toutes les initiatives permettant de renforcer les pouvoirs locaux, en particulier pour les régions.

Je travaillerai avec mes collègues d'autres territoires minoritaires d'Alsace, de Corse, de Savoie, du Pays Basque et bien d'autres pour permettre une modification de la constitution Française, supprimer le terme de "République Une et Indivisible" et permettre l'organisation de référendums locaux sur les pouvoirs accordés à nos régions, renforçant ainsi leur poids dans les décisions.

Je voterai également en faveur du rétablissement de la liberté linguistique et la réunification de la Bretagne.

Sécurité

Sécurité et espionnage

Protéger la liberté d'expression et la vie privée

La vie des citoyens n'est plus considérée comme privée ni en Bretagne ni en France. Sous couvert d'arguments sécuritaires, les dirigeants Français étendent toujours plus loin les pouvoirs de l'Etat. L'espionnage jusque dans votre intimité est devenu monnaie courante.

Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur sous la présidence de François Hollande, s'est largement inspiré des politiques d'espionnage mis en place par la CIA, le FBI et la NSA sous les administrations américaines de George W Bush et Barack Obama. De la police de la pensée sur internet au contrôle de vos e-mails en passant par le fichage des citoyens sans passer par un juge, les violations des libertés sont innombrables.

Il est temps de revenir à une véritable politique de liberté.

- Il faut revenir sur toutes les politiques sécuritaires mises en place depuis 2001. Les libertés sur internet ne doivent plus être menacées.
- La liberté d'expression doit être totale : il ne doit pas être possible d'arrêter une personne ou un groupe pour les opinions qu'il défend. Seuls les actes doivent être condamnés, pas les paroles ni les lectures.
- Le cryptage informatique doit être libéré. Chacun doit pouvoir protéger ses données de la manière dont il le souhaite.
- Les règlements de la CNIL doivent être appliqués à l'Etat. Toute personne qui souhaite voir ses données supprimées des bases de données de l'Etat doit pouvoir le réclamer et attaquer l'Etat en justice si ses représentants refusent de s'y plier.

Le fichage de citoyens et l'enregistrement de nos données ne doit être possible qu'en cas de condamnation par le pouvoir judiciaire. Le pouvoir exécutif (Président de la République, Gouvernement, police, armée et services de renseignement) ne doit pas avoir le pouvoir de ficher qui que ce soit. Il ne doit qu'appliquer les décisions de justice prises indépendamment.

A cette fin, je voterai en faveur de l'arrêt du financement des politiques d'espionnage de la DGSI des citoyens non-condamnés par la justice.

Criminalité

Pas de victime = Pas de crime

Cela ne fait aucun doute, les incivilités et la criminalité augmentent à Brest et en Bretagne en général. Les raisons sont multiples, mais comme dans la majorité des situations, l'accumulation des lois banalise la violation de celles-ci, conduisant inexorablement vers des violations toujours plus importantes.

Afin d'inverser cette tendance, il est urgent que l'Etat supprime un grand nombre de lois. La première étape sera la dé penalisation de toutes les violations non-violentes de lois quand il n'y a pas de victime. Exemples :

- La fin de la pénalisation des infractions au code de la route s'il n'y a pas de victime mais augmentation des sanctions en cas d'accident.
- A cette fin je proposerai le rétablissement de la multiplicité des peines, pour permettre une condamnation (plus lourde) pour chaque crime et non une peine ou la simple double peine.
- La fin de la pénalisation de la vente et de la consommation de drogues mais augmentation des sanctions suite à des comportements à risques qui conduisent à un accident et une victime
- A l'inverse, les forces de l'ordre devront s'occuper de litiges plus importants notamment liés à la défense de l'intégrité physique et de la propriété privée des individus. Les forces de polices ne seront ainsi plus employées à contrôler la vitesse sur nos routes mais seront envoyées dans les zones à risque où la criminalité (vols, agressions, viols de propriété) est plus importante.

Le pouvoir de déploiement des forces de l'ordre est entre les mains de l'exécutif. Pour forcer le président de la république et le gouvernement à respecter ce principe de "pas de victime = pas de crime", je défendrai au sein de l'Assemblée Nationale la fin du financement des opérations de police et de gendarmerie contraires à ce principe.

Terrorisme

Dans la guerre contre le terrorisme comme dans tout autre conflit, la première étape vers la victoire réside dans notre capacité à nommer l'ennemi : le fondamentalisme musulman.

Dans le même temps, les continues guerres menées depuis des dizaines d'années de manière ininterrompue par la France et ses alliées favorisent fortement la montée du fondamentalisme au Moyen-Orient. En parallèle, les politiques économiques destructrices plongeant une partie de la population dans des situations de chômage de longue durée et donc de grande précarité, encouragent également le recours à la force et le plongeon vers l'inconnu, l'extrémisme musulman.

Le rapatriement de toutes les forces armées dans l'Hexagone nous permettra de disposer de moyens lutte efficaces contre la menace terroriste chez nous. En cessant de chercher à changer les politiques des autres pays, la haine contre l'Europe finira par diminuer. Enfin, en luttant contre la grande pauvreté présente en France et en Bretagne, ceux qui hier étaient tentés de rejoindre des gangs ou des fondamentalistes musulmans auront demain une autre perspective : la récompense de l'effort par le travail.

En parallèle, des actions de justice et d'anti-terrorisme ciblant spécifiquement ceux qui se sont rendus coupables d'actions violentes permettront de diminuer le poids normatif absurde contre ceux qui n'ont pas commis de crime (répression de la route par exemple) et permettront aux forces de l'ordre de disposer d'effectifs plus importants pour intervenir en cas de menace ou d'attaque.

International

Commerce international

Suppression des traités commerciaux

Remplacement par l'abolition des frontières

Les nationalistes du monde entier semblent en accord sur un point : le libre-échange est dangereux. De Donald Trump à Kim Jung Un en passant par Arnaud Montebourg, Ségolène Royal ou Marine Le Pen, la « préférence nationale » serait plus efficace que la liberté.

Pourtant, en économie, personne ne reconnaît cela. Si c'était le cas, ne faudrait-il pas recréer des frontières les plus locales possibles ? *Interdisons aux Lannionais de venir vendre leurs produits à Brest ! Ces deux villes pourraient ainsi s'enrichir !*

Bien au contraire, la liberté des échanges permet simplement aux consommateurs de choisir les produits qu'ils veulent dans les conditions qu'ils veulent. Le succès de Produit en Bretagne en est une preuve parfaite : ceux qui préfèrent consommer local le peuvent. Cela ne signifie pas qu'il faille passer par une fermeture des frontières. La concurrence et la liberté de choix de chaque individu augmentent inévitablement la qualité des produits que nous consommons.

Il ne faut pas tomber dans les pièges des dirigeants Européens ou Américains qui, sous couvert d'arguments économiques fallacieux, tentent de nous imposer des réglementations étrangères par des « traités commerciaux ». Nul besoin de traités pour rétablir la liberté.

Supprimons les frontières.

Armées et interventions militaires

Une armée puissante est faite pour ne pas avoir à servir

Depuis le début du XIXème siècle, un puissant lobby s'est développé et a progressivement pris le pouvoir sur les économies Européennes : le complexe militaro-industriel. Celui-ci a petit à petit obligé à fonder des banques centrales pour financer les politiques de dépenses militaristes qui ont soutenu en grande partie les conflits armés des deux derniers siècles.

Aujourd'hui, l'armement représente un énorme intérêt économique pour de nombreuses nations occidentales. Utiliser des munitions et envoyer de jeunes soldats au combat n'est plus une question de défense mais au contraire est désormais un argument économique : pour créer des emplois, il faut créer des armes. Donc il faut par conséquent utiliser les munitions. Qu'importe que les pays exportateurs d'armes se retrouvent dans l'incapacité de se défendre chez eux, il est plus important d'envoyer des bombes jusqu'à épuisement des stocks pour faire fonctionner le trio *lobby des armes – banques privées – banques centrales*.

Cet argument absurde est présent dans de nombreux manuels d'histoire : la seconde guerre mondiale aurait stoppé la crise économique de 1929.

Au contraire, une armée puissante est faite pour ne pas avoir à s'en servir. L'objectif est dissuasif. Ne pas utiliser l'armée est une preuve de réussite.

- Afin de garantir une politique pacifiste efficace, je voterai en faveur de la fermeture de toutes les bases militaires françaises en-dehors de l'Hexagone. Je voterai aussi contre le financement de toute guerre qui n'est pas liée à une attaque directe sur l'Hexagone ou la Bretagne et nos alliés.
- Le budget militaire est le seul qui doit rester stable. Les fonds économisés par la fermeture des bases situées à l'étranger et le rapatriement de toutes les forces armées seront utilisés pour augmenter de 20% les effectifs de l'armée, moderniser la Marine et l'Armée de l'air et rétablir les stocks de munitions actuellement à des niveaux très bas.
- Le service militaire doit pouvoir être rétabli et la JAPD conservée mais uniquement sur la base du volontarisme. Tout jeune de 16 à 25 ans qui souhaite réaliser une journée de formation ou une année de réserve doit pouvoir le faire sans contrainte.

Dans le même temps, la JAPD aujourd’hui ne sert strictement à rien. Il faut la réformer, qu’elle se déroule sur une à deux semaines pour avoir une formation au maniement des armes de manière sécurisée et efficace. Cela permettra de réellement préparer les jeunes qui le souhaitent à la défense de leur pays.

Les citoyens formés à l’usage des armes par l’armée doivent par la suite pouvoir intervenir rapidement en cas d’attaque terroriste dans le but d’épauler les forces de l’ordre, avec une coordination militaire.

Aides internationales

Pas un centime pour les dictatures

Malgré l'enrichissement global sur la planète, de nombreux pays continuent de vivre dans une pauvreté terrible, particulièrement en Afrique.

Force est de constater que les pays les plus pauvres sont ceux qui refusent de laisser leurs citoyens être libres de leurs vies, les empêchant d'accéder à l'économie de marché.

En tant que député de Brest, je voterai pour la suppression de toutes les aides financières aux pays qui ne pratiquent pas d'élections libres ainsi que ceux ayant une politique militariste ou menaçante envers leurs voisins, protégeant ainsi les contribuables bretons et les citoyens des pays dirigés par des dictateurs en supprimant la manne financière qui leur permet de rester au pouvoir.

Les pays qui n'applique pas les concepts de liberté, de démocratie, de séparation de l'Eglise et de l'Etat et de pacifisme ne recevront plus un centime de financement de la part des contribuables Brestois.